

Convention collective départementale

IDCC : 1369. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, ÉLECTRIQUES,
ÉLECTRONIQUES ET CONNEXES
(LOIRE-ATLANTIQUE)
(29 avril 1985)**

(Bulletin officiel n° 1986-50 bis)

*(Etendue par arrêté du 29 mai 1987,
Journal officiel du 5 juillet 1987)*

AVENANT « SALAIRES » DU 6 JANVIER 2006

NOR : *ASET0650216M*

IDCC : 1369

Les représentants :

- de l'union des industries de la Loire-Atlantique ;
- des organisation syndicales de salariés soussignées,

ont décidé de fixer dans les conditions ci-après les appointements minimaux garantis prévus par l'article 18 de l'avenant mensuel de la convention collective de la métallurgie de la Loire-Atlantique.

Article 1^{er}

*Taux effectifs garantis annuels
du personnel non cadre pour l'année 2006*

Les parties conviennent de fixer comme suit le barème des taux effectifs (TEG) annuels à partir de l'année 2006, tels que définis dans la convention collective de la métallurgie de la Loire-Atlantique à l'article 18, partie B, de l'avenant « Mensuels », pour un horaire hebdomadaire effectif de 35 heures, soit 151,67 heures mensuelles.

Les TEG doivent être adaptés à la durée du travail effectif à laquelle sont soumis les personnels visés.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT		TEG ANNUEL
V	3	395	16	27 660
	3	365	15	25 270
	2	335	14	22 740
	1	305	13	20 450

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT		TEG ANNUEL
IV	3	285	12	19 010
	2	270	11	18 060
	1	255	10	17 220
III	3	240	9	16 500
	2	225	8	15 780
	1	215	7	15 400
II	3	190	6	15 010
	2	180	5	14 950
	1	170	4	14 925
I	3	155	3	14 880
	2	145	2	14 840
	1	140	1	14 800

Conformément à l'article 18, partie B, paragraphe 10, de l'avenant « Mensuels », les TEG ci-dessus seront majorés de 3 % pour les ouvriers et de 5 % pour les agents de maîtrise d'atelier.

Toutes dispositions seront prises en cours d'année par les entreprises pour que, lors de la comparaison faite en fin d'année en application de l'article 18, partie B, paragraphe 7, de l'avenant « Mensuels », l'éventuel complément à verser au salarié ne soit pas supérieur à 2,5 % du TEG, correspondant à sa classification.

Article 2

Rémunérations minimales hiérarchiques

Valeur du point au 1^{er} février 2006

Les parties soussignées conviennent de fixer comme suit, la valeur du point applicable aux coefficients figurant dans la classification définie à l'annexe I de la convention collective de la métallurgie de la Loire-Atlantique.

La valeur du point base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, est fixée à 4,55 € à compter du 1^{er} février 2006.

Barème au 1^{er} février 2006

L'application de la valeur du point ainsi fixée conduit à la mise en place des rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) données dans le tableau suivant :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT		RMH
V	3	395	16	1 797,25
	3	365	15	1 660,75
	2	335	14	1 524,25
	1	305	13	1 387,75
IV	3	285	12	1 296,75
	2	270	11	1 228,50
	1	255	10	1 160,25
III	3	240	9	1 092,00
	2	225	8	1 023,75
	1	215	7	978,25
II	3	190	6	864,50
	2	180	5	819,00
	1	170	4	773,50
I	3	155	3	705,25
	2	145	2	659,75
	1	140	1	637,00

En application de l'avenant relatif à « certaines catégories de Mensuels » article 8, paragraphe 5, qui reprend les termes du protocole d'accord national du 30 janvier 1980 modifiant le protocole d'accord national du 13 septembre 1974, les agents de maîtrise d'atelier bénéficient d'une majoration de 7 % de celles des rémunérations minimales hiérarchiques du barème ci-dessus qui leur sont applicables.

En application de l'avenant « Mensuels » article 18, partie A, paragraphe 5, qui reprend les termes de l'article 4 de l'accord national du 30 janvier 1980 relatif à des garanties applicables aux ouvriers, ces derniers bénéficient d'une majoration de 5 % de celles des rémunérations minimales hiérarchiques du barème ci-dessus qui leur sont applicables.

Article 3

Enregistrement et dépôt

Le présent accord est établi en nombre suffisant d'exemplaires originaux pour être remis à chacune des parties contractantes et pour le dépôt à la direction départementale du travail et de l'emploi de la Loire-Atlantique ainsi qu'aux secrétariats-greffes des conseils de prud'hommes de Nantes et de Saint-Nazaire.

Fait à Nantes, le 6 janvier 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Union des industries de la Loire-Atlantique.

Syndicats de salariés :

CFE-CGC ;

CFTC Métaux 44 ;

USM Force ouvrière.